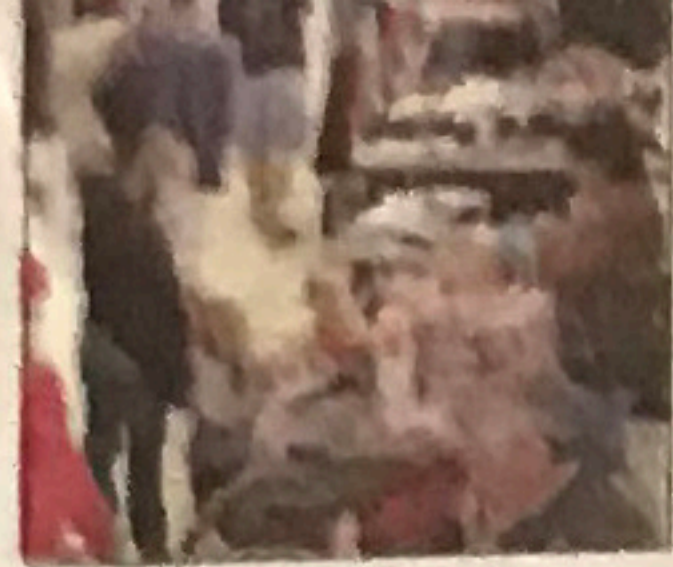


L'Amicale Aristide-Briand organise son vide-grieters, dimanche de 9 heures à 18 heures, 1 rue Jean-Moulin. Les personnes qui ne sont pas encore inscrites pour exposer peuvent venir le jour même munies d'une copie de leur carte d'identité, entre 7 et 9 heures. PHOTO ARCHIVES F.D.



« Le basque va se sauver, c'est l'exemple à suivre »

CONFÉRENCE

Auteur de « Langues régionales au bord du gouffre », Thierry Kranzer est à Anglet, aujourd'hui

FABIEN JANS

f.jans@sudouest.fr

Ardent défenseur des langues régionales, Thierry Kranzer sera en terrain conquis cet après-midi, à Anglet (1). À l'invitation de l'association Alsabask, le président de l'Union internationale des Alsaciens de New York, plus ancienne association alsacienne dans le monde, proposera un état des lieux inspiré de son récent ouvrage : « Langues régionales au bord du gouffre ». Pessimiste, même si selon l'attaché de presse au Département de l'information de l'ONU, le basque fait figure d'exception.

« Sud Ouest ». Pourquoi menez-vous ce combat pour les langues régionales ?

Thierry Kranzer. Parce qu'il n'est pas d'arrière-garde. Quand on évoque les langues régionales, on parle de clichés, de folklore. Le potentiel en terme de développement économique et social est systématiquement passé à la trappe.

En quoi une langue régionale peut-elle être facteur de développement économique ?

D'abord en termes de coopération transfrontalière. Les huit principales langues régionales en France sont officielles dans les pays voisins. Si je prends l'exemple de l'Alsace, on constate que l'explosion du chômage chez les jeunes est survenue lors de l'arrivée des premières générations des monolingues. Ils sont complètement coupés des marchés allemands et suisses. Il y a également ces études qui ont démontré une amélioration



Fonctionnaire à l'ONU, Thierry Kranzer est engagé dans la défense des langues régionales. PHOTO DR

générale des résultats scolaires proportionnelle au niveau d'immersion des élèves dans cette culture régionale.

Quelle est la situation pour le basque ?

Il s'agit de la seule langue régionale en passe d'être sauvée. 40 % des élèves au Pays basque sont des élèves bilingues à parité. 10 % sont en ikastola. Avec le recul, on se rend compte de tout le travail accompli par la société civile au Pays basque, avec des idées claires, une vraie vision. Cela a souvent été souligné et ré-

compensé comme avec la signature de la convention particulière relative à la langue basque en 2004, par Dominique de Villepin (alors ministre de l'Intérieur). C'est unique en France et aujourd'hui, 4 millions d'euros sont consacrés au basque, pour 220 000 habitants. En Alsace, ce sont 400 000 euros pour dix fois plus d'habitants.

Le français ne doit-il pas rester la langue unique ?

Le français est notre langue commune, pas unique. Ce qui est din-

gue, c'est que ni les Basques, ni les Bretons, ni les Corses, ni les Catalans n'osent revendiquer pour eux, ce que l'on soutient au Québec qui veut imposer le français, minoritaire au Canada, comme sa langue unique ! L'Angleterre a financé une télévision publique en Gallois. Cette langue était en voie de disparition dans les années 1960. Aujourd'hui, les locuteurs de moins de 20 ans y sont plus nombreux que dans n'importe quelle autre tranche d'âge. Et l'anglais n'y est pas en danger pour autant. Aujourd'hui, la France est l'un des seuls pays à pratiquer cette ségrégation linguistique. Elle est souvent pointée par l'Union européenne pour ça.

Le Sénat vient d'ailleurs de voter contre le projet de loi constitutionnelle destiné à permettre la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Qu'en pensez-vous ?

C'est une décision politique avant tout. Le Sénat a récemment basculé à droite. Il n'a pas voulu donner à François Hollande l'opportunité d'une révision constitutionnelle qui aurait été un succès. Parce que dans la réalité, entre 70 et 80 % des parlementaires sont pour le développement des langues régionales. Il ne manque plus grand-chose. C'est cette mentalité centraliste des énarques qui persiste.

Peut-on également mettre ce frein sur le compte de la peur de voir une France régionaliste morcelée ?

Je pense que le redécoupage des régions aurait dû tenir compte des frontières linguistiques. On peut continuer à faire abstraction de cette richesse, mais les langues régionales concernent 40 % de la population française et seuls 3 % des jeunes sont locuteurs.

(1) Conférence proposée par l'association Alsabask ce soir, à 18 h 30, à la Maison pour tous. Entrée : 2 euros, gratuit pour les adhérents Alsabask.

EN BREF

■ TRAVAUX

Une déviation sera mise en place sur la boulevard de la

halles des Cinq-Cantons. Cette rue sera donc temporairement

ATION